

[LIBE Committee delegation visits Operational site](#)

eu-LISA proudly received a visiting delegation from the European Parliament's LIBE Committee today to discuss the legislative proposals for regulations on Interoperability.

Topics on the agenda included the relevance of interoperability of Large-scale IT Systems in facing today's challenges, a high-level view of the impact two new Regulations will have on eu-LISA and the current generation of JHA systems, the key functional changes that will be required to make the current systems interoperable and project management as well as organisational, security and budget related aspects that will stem from the proposed regulations.

"Capacity building in the Member States is one of the essential elements of the overall effort to implement interoperability" said Krum Garkov, eu-LISA's Executive Director. "In this regard, there is an ongoing discussion between the relevant EU Agencies about the need to have a Joint approach to capacity building and towards maximising the effects of technology."

The meeting was followed by a visit to the Operators room where all visitors were able to see and learn about some of the "hands-on" work and details of the Agency's 24/7 obligations.

The visit concluded with a brief description and illustration of the ongoing site improvements.

A photo gallery is available on our [Facebook page](#).



[LIBE Committee delegation visits Operational site](#)

eu-LISA proudly received a visiting delegation from the European Parliament's LIBE Committee today to discuss the legislative proposals for regulations on Interoperability.

Topics on the agenda included the relevance of interoperability of Large-scale IT Systems in facing today's challenges, a high-level view of the impact two new Regulations will have on eu-LISA and the current generation of JHA systems, the key functional changes that will be required to make the

current systems interoperable and project management as well as organisational, security and budget related aspects that will stem from the proposed regulations.

“Capacity building in the Member States is one of the essential elements of the overall effort to implement interoperability” said Krum Garkov, eu-LISA’s Executive Director. “In this regard, there is an ongoing discussion between the relevant EU Agencies about the need to have a Joint approach to capacity building and towards maximising the effects of technology.”

The meeting was followed by a visit to the Operators room where all visitors were able to see and learn about some of the “hands-on” work and details of the Agency’s 24/7 obligations.

The visit concluded with a brief description and illustration of the ongoing site improvements.

A photo gallery is available on our [Facebook page](#).



Déclaration par Michel Barnier devant la session plénière du Parlement européen sur les négociations Article 50 avec le Royaume-Uni

Merci Monsieur le Président Tajani, à vous, et aussi au President Juncker de me permettre de m’exprimer au terme de ce débat que nous avons écouté avec beaucoup d’attention.

Madame la Ministre,

Mesdames et Messieurs les députés,

Je suis heureux de vous retrouver pour faire le point.

Les citoyens britanniques dans leur majorité ont choisi, souverainement, de quitter l’Union européenne.

C’est un choix que nous regrettons. C’est un choix nous respectons.

Et désormais nous le mettons en œuvre.

Brexit means Brexit.

Mais à ce stade, je voudrais dire deux choses préalablement que tout le monde, ici et ailleurs, doit bien comprendre et garder en mémoire.

D'abord, à propos du Royaume Uni, qui a choisi de quitter l'Union, nous avons eu – j'ai toujours eu – et nous garderons jusqu'au bout en toute hypothèse et en toutes circonstances pour ce pays, ce grand pays, sa culture, son peuple, son histoire, solidaire de la nôtre dans les moments les plus tragiques, pour sa diplomatie, nous gardons pour ce pays le respect qui est dû à un grand pays, un pays ami et un pays allié.

Deuxième point : il est aussi que tout le monde comprenne que dans cette négociation extraordinaire, complexe, extraordinairement complexe, notre responsabilité, la vôtre, celle du Conseil évidemment, celle de la Commission sous l'autorité du Président Juncker, notre responsabilité est de préserver pour l'avenir et pour le long terme ce que nous sommes, notre Union, nos valeurs, notre identité, notre marché unique, nos politiques communes. Rien de cela n'est négociable. Nous en sommes responsables.

Chaque jour dans la mission qui m'a été confiée, j'ai en tête une phrase d'un homme d'Etat français, que je respectais respecté beaucoup, Pierre Mendès-France :

“Ne jamais sacrifier l'avenir au présent.”

Monsieur Hökmark et Madame McGuinness ont dit cela aussi tout à l'heure avec beaucoup de force.

Au moment où nous sommes dans cette négociation, au terme de ce débat, je veux partager avec vous trois messages.

1/ Nous devons mettre les choses dans le bon ordre, comme nous l'avons fait depuis le début.

Pour préparer et construire un nouveau partenariat ambitieux avec le Royaume-Uni, le préalable – le “prerequisite” – c'est d'organiser son retrait de manière ordonnée, plutôt que de manière désordonnée. Roberto Gualtieri a insisté sur ce point.

Sous l'autorité du Président Jean-Claude Juncker, que je remercie à nouveau de sa confiance, la Commission, qui fait son travail, a présenté il y a 15 jours ce projet complet de traité. Les choses sont maintenant claires. On peut les avoir entre les mains.

Il s'agit de faciliter et d'accélérer la discussion avec les Britanniques. En travaillant désormais sur un texte juridique.

Parce que, comme l'a très bien dit Danuta Hübner tout à l'heure, comme le Président Juncker, le temps est très court. Il est court pour la négociation de l'accord de retrait, il sera court pour la négociation de toute relation future et il est également court – permettez-moi d'insister sur ce point – pour la préparation que nous devons effectuer dans chacun de nos pays et ensemble, avec les stakeholders, pour préparer les conséquences inévitables de Brexit que les Britanniques ont choisi. Cette préparation, je tiens à le

dire en le remerciant, est conduite aussi au niveau de la Commission par notre Secrétaire General, Martin Selmayr.

Le temps est court.

Et nous avons sur ce texte, des points de vigilance particulière que vous avez rappelé les uns les autres dans vos interventions et que vous rappelez, Guy, dans cette résolution.

Les citoyens tout d'abord, notre priorité commune. Nous resterons jusqu'au bout attentifs – c'est-à-dire jusqu'au moment de la ratification de cet accord de retrait – sur les garanties que nous avons obtenues dans le Joint Report de décembre et sur la mise en œuvre effective de l'ensemble des droits, dans le cadre de procédures simples et non-coûteuses.

Madame Miranda, tout à l'heure, vous avez évoqué comme Gabriela Zimmer ou Barbara Spinelli, Madame Evans et Monsieur Weidenholzer cette question prioritaire des droits des citoyens britanniques qui vivent et travaillent dans un de nos 27 pays, et des droits des trois millions et demi de citoyens européens, parmi lesquels beaucoup d'étudiants, qui vivent et travaillent au Royaume-Uni.

Nous attendons aussi du Royaume-Uni un engagement sincère et des avancées dans les prochains jours sur l'ensemble des autres sujets, tels que la gouvernance de l'accord, Euratom, je pourrais multiplier les exemples des sujets que nous n'avons pas complètement négociés, sur lesquels nous n'avons pas encore d'accord et qui font partie de tous les sujets de la séparation et qui sont indispensables à un retrait ordonné.

Cela concerne évidemment aussi la transition.

Nous acceptons – vous avez accepté aussi – la demande du gouvernement britannique, présentée par Theresa May, d'inclure une période de transition dans l'accord de retrait.

Evidemment, dans cette période courte, dans le respect de l'Article 50, toutes les règles de l'Union devront s'appliquer sans aucune distinction.

Un citoyen, par exemple, qui arrivera durant cette période de transition devra bénéficier des mêmes droits que celui qui est arrivé avant le jour du Brexit.

2/ Il y a un deuxième point qui est évidemment celui évoqué dans votre résolution de notre partenariat futur. Vous dessinez dans ce texte l'architecture et le contenu, comme le fera le Conseil européen dans quelques jours sous l'autorité de Donald Tusk de ce que pourrait être ce partenariat ambitieux avec le Royaume-Uni. Guy Verhofstadt évoquait l'association future avec ce grand pays autour de quatre piliers et je me retrouve dans cette architecture que vous proposez.

D'abord, notre relation commerciale – Monsieur Sulik tout à l'heure évoquait les échanges – évidemment il faut encadrer ces échanges commerciaux et continuer de faire du commerce avec le Royaume-Uni. Et y inclus dans cette

relation commerciale, comme l'ont évoqué Monsieur Vandenkendelaere, Monsieur Millán Mon ou Madame Miranda, un accord équilibré sur la question de la pêche.

Deux, des coopérations thématiques. Monsieur López Aguilar a évoqué l'aviation, Monsieur Peter van Dalen évoquait la recherche ou les universités. Je pourrais citer Erasmus. Nous établirons dans un cadre financier, réglementaire différent de celui d'aujourd'hui puisque le Royaume-Uni a choisi de ne plus être dans l'Union. Nous établirons un cadre de coopération pour maintenir dans l'intérêt commun ce travail avec les Britanniques.

Trois, une coopération en matière de justice et d'affaires intérieures, de coopération policière ou judiciaire.

Et enfin, évidemment avec ce grand pays un partenariat stratégique pour la politique étrangère, la sécurité et la défense.

S'agissant du premier pilier, celui de la coopération économique, au moment où nous parlons, tous les modèles de coopération avec des pays tiers sont encore sur la table. Ils sont disponibles.

We are open for business. It's the UK that is closing doors.

J'ai écouté attentivement le discours de Mansion House de Theresa May qui confirme les portes que le Royaume-Uni ferme lui-même, objectivement, en confirmant des lignes rouges. Sortir du marché intérieur, quitter l'union douanière. Elmar Brok tout à l'heure a rappelé cette ligne rouge, Esteban González Pons aussi. Retrouver une autonomie réglementaire et commerciale, cela nous a été dit tout à l'heure par plusieurs d'entre vous. Ne plus être jamais lié par la Cour de Justice. Voilà les lignes rouges que le Royaume-Uni confirme.

Nous en prenons acte. Mais alors il faut se rendre à l'évidence. On ne peut pas vouloir à la fois le statut d'un pays tiers et demander en même temps des avantages appartenant à l'Union et uniquement à l'Union comme Philippe Lamberts, qui a appelé à cette clarification. On ne peut pas, on ne pourra pas utiliser le marché intérieur à la carte – Monsieur Lenaers ou Monsieur Danti l'ont redit, alors qu'il constitue un écosystème intégré et que les quatre libertés, y inclus la liberté de circulation, sont indivisibles et indissociables.

On ne peut pas vouloir participer à nos agences sans l'engagement juridique d'adopter et d'appliquer le droit de l'Union et la juridiction de la Cour de Justice.

On ne peut pas, on ne pourra pas solliciter de l'extérieur la reconnaissance mutuelle des règles et des standards, alors que cela ne peut reposer que sur la confiance, c'est-à-dire une loi commune, une supervision cohérente et une juridiction unique.

Et, Mesdames et Messieurs les députés, Monsieur le Président, c'est une idée assez étonnante en effet que de croire que les 27 pays membres de l'Union et

votre Parlement pourraient accepter en quelque sorte la convergence quand le Royaume-Uni le souhaite, et lui laisser au même temps la possibilité de diverger quand il s'agirait pour lui de créer un avantage comparatif.

To coin a phrase, it is time to face up to hard facts.

Monsieur Ferreira tout à l'heure, Monsieur Lange, Madame Scott Cato, notamment ont évoqué la question des normes au Royaume-Uni. Ça sera un pays tiers et souverain. Et puis chez nous aussi. Ça c'est un point très important et c'est une question que j'ai posée il y a quelques semaines et pour laquelle nous n'avons pas encore de réponse du Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni choisit de quitter l'Union, choisit de quitter le marché unique et l'union douanière. Nous en prenons acte. Est-ce qu'il veut aussi quitter ou s'éloigner de notre modèle réglementaire ? Celui-là même que nous avons construit patiemment ensemble avec vous et vous avec nous depuis 44 ans. Un modèle réglementaire qui n'est pas seulement une question de normes, de standards ou de lois. Derrière lequel il y a en fait des choix de société que nous avons faits ensemble. L'économie sociale de marché, la protection sociale, la sécurité et un certain modèle alimentaire, la régulation financière. Je pourrais citer d'autres exemples de ces choix de société communs que nous avons faits à 28 et qui sont traduits, consolidés par ce modèle réglementaire.

Et cette question est très importante. Est-ce que le Royaume-Uni veut aussi s'éloigner de ce modèle-là que nous avons fait avec lui et s'engager dans la voie de la compétition réglementaire, voire du dumping contre nous.

Cette question n'est pas seulement importante, je dis en passant pour l'économie elle-même, pour les citoyens, pour les consommateurs. Elle est aussi très importante pour les conditions politiques de la ratification de tout futur accord de relation entre nous et le Royaume-Uni parce que, ce jour-là, il s'agira pour le Parlement européen de se prononcer, pour le Conseil aussi mais aussi à l'unanimité par les 27 parlements nationaux et peut-être même par certains parlements régionaux. Et je recommande sur cette question de la divergence, voire du risque de dumping, d'être très attentifs dès maintenant aux conditions de cette ratification.

3/ Enfin, c'est mon dernier point, il y a la question de l'Irlande. À la charnière, à la jonction de ce que nous sommes, l'Union européenne, et de ce que représente et de ce que veut dire le Brexit. Madame McGuinness a évoqué ce point avec beaucoup de force. Chacun sait que l'Union a joué son rôle, a tenu sa place pour le dialogue et la paix en Irlande, pour rapprocher et donner un horizon commun. Les conditions de la stabilité et du dialogue entre des communautés autrefois divisées.

L'Union n'est pas responsable des conséquences du Brexit. Mais elle est comptable de cette coopération, de cette stabilité et de cet avenir commun. Voilà pourquoi, comme beaucoup l'ont souhaité, un accord solide et durable sur le Brexit, écoutez-moi bien, un accord durable et solide sur le Brexit, sur le retrait ordonné doit comporter une solution solide et durable pour l'Irlande et pour l'Irlande du Nord. C'est le sens du protocole que nous

avons proposé dans ce projet d'accord de retrait.

Cette option, cette troisième option que nous avons opérationnalisée, elle fait partie des engagements communs entre nous et le Royaume-Uni au plus haut niveau, celui de Theresa May, du Président Juncker et de Donald Tusk. Et ce document ne fait que mettre en œuvre une des options du rapport conjoint de décembre. Je vous l'ai déjà dit, Madame Dodds, quand nous nous sommes vus dans mon bureau il y a quelques jours. Je l'ai dit aussi à Monsieur Nicholson que j'écoute toujours avec attention. Elle fait partie ni plus ni moins des options que nous avons décidé d'étudier pour apporter des solutions concrètes. C'est notre responsabilité de préciser de manière opérationnelle comment nous éviterons une frontière dure sur l'Ile de l'Irlande en l'absence d'autres solutions et en tenant compte de la décision du Royaume-Uni de quitter le marché et de quitter l'union douanière.

Et je ne cesserai pas de le répéter, cette solution de "backstop", une parmi les trois, nous sommes prêts à la remplacer par toute autre solution meilleure qui serait proposée par le gouvernement britannique, c'est un point qu'ont évoqué Monsieur Carthy ou Richard Corbett tout à l'heure.

Voilà en conclusion, Monsieur le Président Tajani, Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs les députés, je veux simplement confirmer que la solidité, la clarté de la position de l'Union, notre unité sur les sujets du retrait comme sur l'avenir, c'est cela qui fait notre force dans cette négociation. Évidemment elle ne serait pas possible, cette clarté, cette solidité, sans la confiance que vous accordez à notre équipe de négociation, à votre équipe de négociation. Et nous continuerons à travailler comme je l'ai dit au *Brexit Steering group*, à Guy Verhofstadt, dans une attitude permanente de dialogue et de transparence avec vous.

Je tiens, Monsieur le Président, à vous remercier ainsi que Guy et chacun des membres du *Brexit Steering Group*, les Présidents de Groupes et les Président de Commissions, vos coordinateurs pour la qualité et la sincérité de notre travail en commun. Et je pense que la résolution que vous allez adopter est essentielle pour le succès des étapes que nous avons devant nous. Merci pour votre attention.

[Press release: 20 years after the Northamptonshire Easter floods](#)

The Environment Agency and its partners are calling on people to take steps to prepare for flooding and keep themselves and their families safe, 20 years after the Easter floods of 1998 caused devastation in Northamptonshire.

In 1998, an unusually wet spring led to severe flooding, with thousands of homes across the county affected. Two people lost their lives and over 150

people were hospitalised.

Northamptonshire County Council, Northampton Borough Council, Northamptonshire Fire and Rescue Service, Northamptonshire Police and the Environment Agency worked together both over the course of the floods and during the recovery process. In the 20 years since Easter 1998, great strides have been made to help protect over 7,000 properties that are at risk of flooding in the county.

The EA has invested £12 million in flood risk management in Northamptonshire over the last 2 decades. This investment contributed towards the completion of a number of works, including the construction of a flood storage reservoir at Weedon and significant improvements on the flood defences at Far Cotton and St James.

The EA is planning with its partners to invest a further £1.8 million by 2021 to reduce flood risk to even more people and properties across the county.

In addition to this investment, the EA has also made progress by using modern technology to improve the way it can warn people when flooding is possible. Over 4,500 properties in Northamptonshire are now signed up to receive flood warnings via their landlines, mobile phones or email addresses through the EA's free flood warning service.

Although the EA and its partners work around the clock to protect people and their property from flooding, the risk can never be completely eliminated. A third of properties at risk are still not registered to receive flood warnings, as residents have not signed up to the EA's free flood warning service. The EA urges people to prepare themselves and their loved ones for flooding by signing up now.

Environment Minister Thérèse Coffey said:

Flooding is always devastating for those affected, and I know this has been the case for people and businesses in Northamptonshire.

That is why we have invested almost £12m in Northamptonshire flood defences in the past 20 years with a further £1.8m planned by 2021 to reduce the risk even further for home owners and businesses.

Environment Agency Area Flood Risk Manager Ben Thornely said:

Although we can reflect on 20 years of progress being made since the significant floods of 1998, we also recognise that flooding remains a risk to local communities across Northamptonshire. Our staff and our partners work around the clock to protect people and their properties from flooding, but we can never stop the risk completely.

This is why our free flood warning service is so important. Flood

warnings give people valuable time to prepare for flooding – time that allows them to move themselves, their families and precious items to safety. Our flood warnings save lives and enable the emergency services to prepare and help communities.

I'd urge residents across the county to check whether they are at risk of flooding and to sign up for flood warnings, by visiting www.gov.uk/flood or calling Floodline on 0345 988 1188.

Cllr Ian Morris, county council cabinet member for transport, highways and environment, said:

Working with partners as the Lead Local Flood Authority for the County, an enormous amount of work has been done in the past two decades to tackle local flood risks.

The Pathfinder projects have empowered communities to tailor-make measures for their local areas, while the award-winning Flood Toolkit provides an online resource which acts as a central point of information for all flood-related issues.

However, we cannot be complacent and we recognise that we must continue to work together with the people of Northamptonshire to further reduce flood risk.

Cllr Mike Hallam, Northampton Borough Council's Cabinet member for environment, said:

Such events can be disastrous and it can take an age to recover from the devastation they leave in their wake.

A huge amount of work has been done in the past 2 decades to minimise the risk of such an awful event occurring again in Northampton but we remain ready to offer whatever support is needed in the event that it does.

Northamptonshire Fire and Rescue Service's Deputy Chief Fire Officer David Harding, who served during the flooding 20 years ago, said:

As in 1998, Northamptonshire Fire and Rescue Service is there to help and protect people.

Advances in both training and equipment mean we are well prepared and equipped to respond to all emergency incidents requiring our services, including flooding, but our aim is to help prevent incidents before life is at risk. In this respect I urge everyone to help themselves and be prepared by signing up to the flood warning system.

[News story: Defence People Innovation Challenge Launch Event](#)

Updated: Presentation slides now added.

The [Defence People Innovation Challenge](#) officially launched on the 27 March 2018 at a Defence and Security Accelerator (DASA) launch event in London.

Suppliers were invited to attend the event and submit ideas which are focused on the five sub-challenges; Recruitment, Skills and Training, Retention, Motivation and Rehabilitation, as outlined in the competition summary document.

View the [Morning presentation slides](#)
(PDF, 2.49MB, 67 pages)

.

View the [Afternoon presentation slides](#)
(PDF, 2.83MB, 52 pages)

.

People are central to Defence. We employ 195,520 full time military and civilians and 32,240 Part Time Reserves (as at 1 January 2018). We rely on the skills, commitment and professionalism of our people and place heavy demands on them. Recruiting, training and retaining the right mix of capable and motivated people is essential to success both on operations and at home.

Spending on People accounted for around 30% out of £36 billion Defence spending in 2016-17. Defence must continually keep its costs and activities under review to ensure that the best result is achieved with the resources available. This includes exploring all opportunities to consider how to improve the efficiency and effectiveness of our people and the supporting processes, behaviours and cultures.

The Defence People Innovation Challenge is intended to pull through innovative thinking from the private sector to help both address the challenges and consider how to integrate and exploit the benefits within current Defence structures.

Up to £3 million is available for this challenge in the first year with further funding available in future years.

The competition closes at midday on Wednesday 16 May 2018.

If you have any queries on how to enter this competition, please email the DASA inbox accelerator@dstl.gov.uk.